

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 4/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2023

Contexte et constats

Publié sur



PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse

Route DE CHALAMPE

68390 Sausheim

Références : 0006700467_2023_05_24_PeugeotCitroen_Général-Site_VIIC-réexamen-IED
Code AIOT : 0006700467

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2023 dans l'établissement PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse implanté Route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est inscrite dans le cadre de la vérification d'une partie des éléments contenus dans le dossier de ré-examen IED déposé par l'exploitant le 23 juin 2022. L'objectif de cette visite de contrôle était de vérifier :

- les éléments liés à la définition du périmètre IED tel que décrit par l'exploitant dans son dossier,
- les descriptions de certaines Meilleures Techniques Disponibles pour lesquelles l'inspection s'interrogeait dans le cadre de l'examen documentaire du ré-examen.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse
- Route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim
- Code AIOT : 0006700467
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine Stellantis de Mulhouse du groupe automobile Stellantis (ex-Groupe PSA) est un site d'assemblage (emboutissage, ferrage, peinture et montage) mais il abrite d'autres activités

permettant la fabrication d'automobiles ou pièces de rechanges (Forge, Fonderie, etc). Les activités du site sont génératrices d'émissions de toutes natures dont des émissions dans l'air et l'eau.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : ré-examen IED – Meilleurs Techniques Disponibles (MTD)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Périmètre IED - Outillage	Autre du 23/06/2022, article 2.4.4.8	Sans objet
2	Périmètre IED - Emboutissage (bâtiment SA57)	Autre du 23/06/2022, article 2.4.4.1 et 2.5	Sans objet
3	Périmètre IED - Ferrage (bâtiment SA56)	Autre du 23/06/2022, article 2.4.4.2	Sans objet
4	Périmètre IED - Montage (bâtiment SA50)	Autre du 23/06/2022, article 2.4.4.4	Sans objet
5	Comparaison aux MTD - 3-b)	Autre du 23/06/2022, article Annexe 2 – MTD 3-b)	Sans objet
6	Comparaison aux MTD - 5-d) et e)	Autre du 23/06/2022, article Annexe 2 – MTD 5-d) et e)	Sans objet
7	Comparaison aux MTD – 18	Autre du 23/06/2022, article Annexe 2 – MTD18	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site n'ont pas permis de mettre en avant de situation de non-conformité, mais ont permis soit de confirmer des demandes de compléments prévues dans le cadre de l'examen du ré-examen IED du site, soit d'obtenir de nouvelles informations menant elles aussi à des demandes de compléments qui seront formalisées par l'inspection dans un rapport d'examen dédié.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Périmètre IED - Outillage

Référence réglementaire : Autre du 23/06/2022, article 2.4.4.8
Thème(s) : Risques chroniques, Ré-examen IED
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2.4.4.8 Outillage Activité IED : aucune. L'outillage central fabrique les outils pour les unités forge, fonderie, mécanique et emboutissage. Il assure aussi la maintenance des outils.
Constats : L'objectif du contrôle est de vérifier la conformité entre les éléments issus du dossier de ré-examen IED déposé par l'exploitant en juin 2022, et la réalité des activités sur site afin de notamment contrôler les aspects relatifs au périmètre IED des activités. Concernant l'outillage, il apparaît que le dossier transmis ne décrit pas suffisamment les installations en place, la description faite ne précise pas, par exemple : <ul style="list-style-type: none"> la présence d'installations classées tel que poste de travail mécanique des métaux, poste de sablage/grenaillage, poste de fours de trempe/revenu/recuit, l'absence d'installation de combustion au sens de la rubrique n°3110 (chaudière, mais aussi, "make-up" générateur, fours etc) ; en effet le chauffage de l'outillage est assuré par la chaufferie centrale du bâtiment R15, et les procédés utilisant des procédés de « chauffe » sont alimentés par l'énergie électrique.

Il sera demandé au travers du rapport d'examen du dossier de ré-examen en cours de rédaction par les services de l'inspection, que l'exploitant étoffe la description qu'il fait des activités de l'outillage, afin d'exclure plus explicitement cet atelier du champ d'application des BREF opposables aux installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Périmètre IED - Emboutissage (bâtiment SA57)

Référence réglementaire : Autre du 23/06/2022, article 2.4.4.1 et 2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Ré-examen IED
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 2.4.4.1 Emboutissage (bâtiment SA57) Activité IED : aucune. A l'emboutissage, des pièces constituant la caisse de la voiture sont fabriquées (ailes, portes, planchers, côtés de caisse, capots...).</p> <p>Les activités exercées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Approvisionnement en bobines de tôles d'acier ; · Découpe en plaques (dites « flans ») par cisaille ; · Emboutissage pour la mise en forme des flans par des presses (avec utilisation d'huile) ; · Stockage et/ou expédition des pièces métalliques fabriquées. <p>[...]</p> <p>L'emboutissage est alimenté en :</p> <ul style="list-style-type: none"> · Gaz naturel (générateurs, chaudière, aérothermes et make up (générateurs d'air chaud)) ;[...] <p>2.5 Classement ICPE au titre de la directive IED</p> <p>[...] A noter que les installations de la Forge ne sont pas soumises à la rubrique 3230-b (opérations de forgeage à l'aide de marteaux dont l'énergie de frappe dépasse 50 kilojoules par marteau et pour lesquelles la puissance calorifique mise en oeuvre est supérieure à 20 MW).</p> <p>Constats : L'objectif du contrôle est identique au point précédent. Une attention particulière a été portée sur le procédé d'emboutissage afin de vérifier la mention d'exclusion faite au chapitre 2.5 du dossier de ré-examen visant à exclure du champ de la rubrique 3230 les installations du site. Compte tenu de l'absence de procédé de forgeage par marteaux et d'absence de mise en oeuvre de puissance calorifique, l'inspection rejoint l'exploitant sur l'exclusion du périmètre des activités vis-à-vis de la rubrique n°3230. Les constats réalisés sur site et l'examen des éléments transmis par l'exploitant confirme les activités décrites par ce dernier dans son dossier de ré-examen. En revanche, il n'y a pas lieu de ne pas mentionner dans la description de cet atelier la présence d'installations de combustion soumises à la rubrique n°3110. En effet en application des principes de la fiche technique ministérielle de novembre 2019, il convient de considérer que :</p> <p><i>« Pour déterminer le classement en 3110, il faut d'abord calculer la puissance thermique nominale de toutes les activités de combustion de l'établissement (y compris le chauffage direct, les fours verriers, les fours de process chimiques, les fours de cimenteries, les séchoirs, les torchères, les aérothermes, les panneaux radiants, les groupes électrogènes, les motopompes thermiques des installations de sprinklage, les appareils de puissance inférieure à 1 MW et les brûleurs de combustible des oxydateurs thermiques), fonctionnant en simultanée, c'est-à-dire la puissance thermique totale (Ptotale) des activités de combustion du site ».</i></p> <p>Ces éléments de prise en compte des puissances de l'ensemble des appareils de combustion apparaissent dans le tableau 8 du dossier de ré-examen, mais une incohérence de puissance est relevée par l'inspection. Le tableau indique une somme totale de 170,9MW, alors que le tableau 11 du dossier (récapitulant les installations IED du site) mentionne uniquement 149,302MW. Il sera demandé à l'exploitant (au travers du rapport d'examen dédié au dossier de ré-examen en cours</p>

de rédaction par l'inspection) d'expliciter pour cet atelier les éléments relatifs à la présence d'installations soumises à la rubrique n°3110 (installations de combustion), mais non nécessairement soumises au BREF LCP pour ce secteur d'activité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Périmètre IED

Référence réglementaire : Autre du 23/06/2022, article 2.4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Ré-examen IED
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 2.4.4.2 Ferrage (bâtiment SA56) Activité IED : aucune. [...] Les activités principales du ferrage sont : · Le chargement, le montage et la mise en place des éléments de la « caisse en blanc » principalement par des opérateurs ; · La soudure, l'agrafage et le collage (avec une résine époxy) des éléments de la « caisse en blanc », principalement effectués par des robots.[...] Le ferrage est alimenté en : · Gaz naturel (chaudière, générateurs, aérothermes, make up) ;[...]</p>
<p>Constats : L'objectif du contrôle est identique aux points précédents.</p> <p>L'inspection s'est attachée à vérifier que l'activité collage (avec emploi de résine époxy) décrite par l'exploitant dans son dossier n'était pas à inclure dans le périmètre des activités soumises à la rubrique n°3670 du site : « <i>traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique</i> ».</p> <p>Pour ce faire, il convient de caractériser les produits employés par le procédé afin de déterminer s'il s'agit de solvants organiques au sens de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, l'activité de "collage" étant, par ailleurs, clairement établie. Ainsi, il convient de se référer à la définition des solvants organiques données par la directive précitée aux points 45 et 46 de son article 3 (définitions) :</p> <p>"45. « <i>composé organique volatil</i> » : tout composé organique ainsi que la fraction de créosote ayant une pression de vapeur de 0,01 kPa ou plus à une température de 293,15 K ou ayant une volatilité correspondante dans les conditions d'utilisation particulières ;</p> <p>46. « <i>solvant organique</i> » : tout composé organique volatil utilisé pour l'un des usages suivants :</p> <p>a) seul ou en association avec d'autres agents, sans subir de modification chimique, pour dissoudre des matières premières, des produits ou des déchets ; b) comme agent de nettoyage pour dissoudre des salissures ; c) comme dissolvant ; d) comme dispersant ; e) comme correcteur de viscosité ; f) comme correcteur de tension superficielle ; g) comme plastifiant ; h) comme agent protecteur ;"</p> <p>Suite à l'examen des fiches de données sécurité fournies par l'exploitant concernant les produits utilisés pour l'activité « collage », l'inspection n'est pas en mesure de confirmer ou infirmer que cette activité est à inclure dans la rubrique IED n°3670. En effet, les FDS fournies mentionnent</p>

<p>bien la présence de substances organiques dans les produits, mais ne disposent d'aucune donnée quant aux pressions de vapeur des préparations. L'inspection ne peut donc pas statuer sur le caractère volatil des mélanges utilisés. Il sera demandé à l'exploitant au travers du rapport d'examen dédié au dossier de ré-examen (en cours de rédaction par l'inspection) d'étayer par des éléments technique la non-soumission à la rubrique n°3670 de ces activités de collage dans l'atelier ferrage.</p> <p>Par ailleurs compte tenu de la présence d'appareils de combustion dans l'atelier ferrage, et à l'instar du point de contrôle précédent, il sera demandé à l'exploitant (au travers du rapport d'examen dédié au dossier de ré-examen, en cours de rédaction par l'inspection) d'explicitier les éléments relatifs à la présence d'installations soumises à la rubrique n°3110 (installations de combustion), mais non nécessairement soumises au BREF LCP pour ce secteur d'activité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Périmètre IED

Référence réglementaire : Autre du 23/06/2022, article 2.4.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Ré-examen IED
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 2.4.4.4 Montage (bâtiment SA50) Activité IED : peinture. [...] Les activités principales du montage sont : · Le stockage de pièces à monter directement sur les caisses ou rentrant dans la préparation de sousensembles qui seront ensuite montés ; · La préparation de sous-ensembles, hors ligne de montage ; · Le montage des éléments sur les caisses peintes ; · Si nécessaire, la retouche de peinture sur des zones très réduites (< 2 cm), étant réalisée grâce à : · 1 cabine de préparation des peintures ; · 3 box de retouche pour l'application de la peinture ; · Le contrôle de tous les véhicules sur bancs polyvalents et 20% de ces véhicules sur piste ; · La pose d'un vinyle de protection sur le pavillon et le capot. [...]</p>
<p>Constats : L'objectif du contrôle est identique aux points précédents. Les constats réalisés sur site et l'examen des éléments transmis par l'exploitant confirment les activités décrites par ce dernier dans son dossier de ré-examen.</p> <p>Par ailleurs compte tenu de la présence d'appareils de combustion dans l'atelier Montage, et à l'instar des points de contrôles précédents, il sera demandé à l'exploitant (au travers du rapport d'examen dédié au dossier de ré-examen en cours de rédaction par l'inspection) d'explicitier les éléments relatifs à la présence d'installations soumises à la rubrique n°3110 (installations de combustion), mais non nécessairement soumises au BREF LCP pour ce secteur d'activité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Comparaison aux MTD - 3-b)

Référence réglementaire : Autre du 23/06/2022, article Annexe 2 – MTD 3-b)
Thème(s) : Risques chroniques, Ré-examen IED
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : MTD 3-b)

b)	Optimisation de l'utilisation des solvants dans le procédé	Optimisation de l'utilisation des solvants dans le procédé au moyen d'un plan de gestion [dans le cadre du SME (voir la MTD 1)] qui vise à déterminer et mettre en oeuvre les mesures nécessaires (par exemple, fabrication par lots de différentes couleurs, optimisation de la pulvérisation).	Applicable d'une manière générale.
----	--	--	------------------------------------

Constats : Dans la description faite de l'application de cette MTD, l'exploitant mentionne d'une manière générale (sans distinguer les installations) que les solvants de rinçage et de nettoyage sont récupérés afin d'être réutilisés dans le procédé. Or, pour l'activité de montage, ce n'est pas le cas. Par ailleurs, l'exploitant a mentionné, lors du contrôle, avoir fortement réduit les consommations en solvants de nettoyage sur l'activité peinture du montage, par la mise en place d'un contrôle des approvisionnements, et des recensements des consommations, sans pour autant valoriser cette pratique dans le dossier de ré-examen du site. L'examen de la MTD n°3-b) par l'exploitant n'est donc pas conforme pour l'activité 3670 incluse dans le périmètre de l'atelier montage. Il sera demandé à l'exploitant (au travers du rapport d'examen dédié au dossier de ré-examen en cours de rédaction par l'inspection), de reprendre l'analyse des MTD dont l'examen est incomplet ou irrégulier.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Comparaison aux MTD - 5-d)&e)

Référence réglementaire : Autre du 23/06/2022, article Annexe 2 – MTD 5-d) et e)			
Thème(s) : Risques chroniques, Ré-examen IED			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : MTD 5-d)&e)			
Techniques de pompage et de manutention des liquides			
d)	Techniques de prévention des fuites et des déversements lors du pompage	Les fuites et les déversements sont évités au moyen de pompes et de joints d'étanchéité appropriés au produit manipulé et garantissant une étanchéité adéquate. Il s'agit notamment d'équipements tels que des électropompes à stator chemisé, des pompes à entraînement magnétique, des pompes à garnitures mécaniques multiples avec système d'arrosage ou de butée, des pompes à garnitures mécaniques multiples et à joints secs, des pompes à membrane ou des pompes à soufflet.	Applicable d'une manière générale.
e)	Techniques de prévention des débordements lors du pompage	Il s'agit notamment de s'assurer que : <ul style="list-style-type: none"> ■ l'opération de pompage est supervisée ; ■ pour les grandes quantités, les réservoirs de stockage en vrac sont équipés d'avertisseurs acoustiques et/ou optiques de niveau élevé et de systèmes d'arrêt si nécessaire. 	

Constats : L'exploitant mentionne dans son dossier de ré-examen être conforme à ces MTD, or elles ne sont pas appliquées au Montage. Il convient que l'exploitant reprenne son positionnement et formule une demande d'aménagement aux MTD non appliquées à l'activité de Montage en démontrant l'acceptabilité de cette non-application. Il sera demandé à l'exploitant (au travers du rapport d'examen dédié au dossier de ré-examen en cours de rédaction par l'inspection), de reprendre l'analyse des MTD dont l'examen est incomplet ou irrégulier.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Comparaison aux MTD - 18

Référence réglementaire : Autre du 23/06/2022, article Annexe 2 – MTD18

Thème(s) : Risques chroniques, Ré-examen IED

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée : MTD 18

Tableau 2

Niveaux d'émission associés à la MTD (NEA-MTD) pour les émissions de poussière dans les gaz résiduels

Paramètre	Secteur	Procédé	Unité	NEA-MTD (Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)
Poussière	Revêtement des véhicules	Application par pulvérisation	mg/Nm ³	< 1-3
	Revêtement d'autres surfaces métalliques et plastiques			
	Revêtement des aéronefs	Préparation (sablage, grenaillage, par exemple), revêtement		
	Revêtement et impression d'emballages métalliques	Application par pulvérisation		
	Revêtement de surfaces en bois	Préparation, revêtement		

Constats : L'exploitant mentionne dans son dossier de ré-examen que cette MTD ne s'applique pas aux Box de retouche montage compte tenu de l'absence de pulvérisation. Or, il a pu être constaté sur site que l'application de peinture au montage se fait par pulvérisation. Il convient que l'exploitant reprenne son positionnement et formule une demande d'aménagement aux MTD non appliquées à l'activité de Montage en démontrant l'acceptabilité de cette non-application. Il sera demandé à l'exploitant (au travers du rapport d'examen dédié au dossier de ré-examen en cours de rédaction par l'inspection), de reprendre l'analyse des MTD dont l'examen est incomplet ou irrégulier.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet